

Traduit de l'espagnol

LE GOUVERNEMENT POLONAIS EN EXIL ET AUSCHWITZ

**D'APRÈS LE PÉRIODIQUE
POLISH FORTNIGHTLY REVIEW , 1940-1945**

Enrique Aynat

Motif et genèse

Depuis un certain temps j'éprouvais un intérêt à savoir comment avait pu réagir le gouvernement polonais en exil devant les gigantesques tueries de juifs qui étaient censées se produire dans le camp de concentration d'Auschwitz.

Tout ce qui pouvait se produire à Auschwitz relevait de la responsabilité du gouvernement polonais en exil. Auschwitz avait fait partie de la république polonaise jusqu'en septembre 1939 et le gouvernement polonais, installé à Londres depuis juin 1940, prétendait étendre sa juridiction sur la Pologne d'avant-guerre ; il ne reconnaissait pas les annexions territoriales pratiquées par l'Allemagne.

En conséquence, je suis parti, dans mon travail, de l'hypothèse selon laquelle, s'il s'était produit à Auschwitz un grand massacre de juifs, le gouvernement polonais en exil aurait dû en avoir connaissance et, en conséquence, aurait réagi d'une manière ou d'une autre.

Objet et limites

Le but que je me suis proposé dans le présent travail a été de vérifier ce que publia sur Auschwitz le périodique *Polish*

Fortnightly Review organe du ministère de l'Intérieur du gouvernement polonais à Londres. Cependant, pour étudier la connaissance qu'avait ce gouvernement du camp d'Auschwitz, je me suis exclusivement fondé sur les numéros publiés par la *Polish Fortnightly Review* de 1940 jusqu'à 1945. Les autres questions, comme l'analyse des documents relatifs à Auschwitz envoyés à Londres par la résistance polonaise ou l'étude des références en ce domaine dans la presse clandestine polonaise n'ont pas été abordées dans cette étude.

Le choix de la *Polish Fortnightly Review* est dû principalement à trois raisons :

a) Il s'agissait d'un organe officiel du gouvernement polonais en exil ;

b) Cet organe était, comme l'a signalé le professeur israélien David Engel, l'un des « principaux véhicules de dissémination de la propagande polonaise en langue anglaise » et « un véhicule essentiel permettant au gouvernement de transmettre des renseignements à la presse occidentale »⁽¹⁾ ;

c) Ma très faible connaissance du polonais ne me permettait pas de comprendre les sources existantes en cette langue ; en revanche, publiée en anglais, la *Polish Fortnightly Review* m'était accessible.

Bibliographie utilisée

- Bor-Komorowski (Tadeusz), *The Secret Army* [L'armée secrète], Londres, Victor Gollancz, 1950, 407 p.
- Buszko (Jozef), « Auschwitz », *Encyclopedia of the Holocaust*, New York, MacMillan, 1990, p. 114-115.
- Czech (Danuta), *Kalendarium de Ereignisse im Konzentrationslager Auschwitz-Birkenau 1939-1945* Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 1989, 1059 p.
- Duraczynski (Eugeniusz), « Armia Krajowa », *Encyclopedia of the Holocaust* p. 88-89.
- Duraczynski (Eugeniusz), « Delegatura », *Encyclopedia of the Holocaust* p. 356-357.
- Duraczynski (Eugeniusz), « Polish Government-in-Exile », *Encyclopedia of the Holocaust* p. 1177-1178.

(1) D. Engel, *In the Shadow of Auschwitz* (À l'ombre d'Auschwitz), p. 192, 172.

- Engel (David), *In the Shadow of Auschwitz. The Polish Government-in-Exile and the Jews, 1939-1942* Chapel Hill et Londres, University of North Carolina Press, 1987, xii + 338 p.
- Garlinski (Jozef), *Poland, SOE and the Allies* Londres, Allen and Unwin, 1969, 248 p.
- Garlinski (Jozef), *Fighting Auschwitz. The Resistance Movement in the Concentration Camp* Londres, Friedmann, 1975, 327 p.
- Garcia Villadas S.I. (Zacarias), *Metodología y crítica históricas* Barcelone, Sucesores de Juan Gili, 1921.
- Höss (Rudolf), *Kommandant in Auschwitz. Autobiographische Aufzeichnungen* München, Deutschen Taschenbuch Verlag, 1989, 189 p.
- Jarosz (Barbara), « Le mouvement de la résistance à l'intérieur et à l'extérieur du camp », *Auschwitz, camp hitlérien d'extermination* Varsovie, Interpress, 1986, p. 141-165.
- Karski (Jan), *Story of a Secret State*, Londres, Hodder and Stoughton, 1945, 319 p.
- Klarsfeld (Serge), *Le Mémorial de la déportation des juifs de France* Paris, Beate et Serge Klarsfeld, 1978, sans numérotation.
- Klarsfeld (Serge) et Steinberg (Maxime), *Mémorial de la déportation des juifs de Belgique* Bruxelles-New York, Union des déportés juifs en Belgique, s.d., sans numérotation.
- Langbein (Hermann), *Hommes et femmes d'Auschwitz* s.l., Fayard, 1975, 527 p.
- Langlois (Charles-V.) et Seignobos (Charles), *Introducción a los estudios históricos* Buenos Aires, La Pléyade, 1972, 237 p.
- Laqueur (Walter), *The Terrible Secret. Suppression of the Truth about Hitler's « Final Solution »* Harmondsworth, Penguin, 1980, 262 p.
- Mattogno (Carlo), « The First Gassing at Auschwitz : Genesis of a Myth », *The Journal of Historical Review*, France, 9-2 1989, p. 193-222 [En français : « Le mythe de l'extermination des juifs », *Annales d'Histoire Révisionniste* ° 1, p. 15-107].
- Nowak (Jan), *Courier from Warsaw* Londres, Collins and Harvill, 1982, 477 p.

Sources utilisées

Mes recherches, qui se déroulèrent vers la fin du mois d'avril et au début du mois de mai 1991, se sont effectuées sur la collection des *Polish Fortnightly Review* conservée à la bibliothèque polonaise de la Polish Social and Cultural Association de Londres. Le premier numéro de la revue fut publié le 15 juillet 1940 et le dernier (n° 119) le 1^{er} juillet 1945. J'ai lu numéro par numéro et page à page ladite collection et remarqué qu'il manquait les numéros 97 (1^{er} août 1944), 101 à 106 (1^{er} octobre au 15 décembre 1944) et 116 à 119 (15 mai au 1^{er} juillet 1945) ; aussi n'ai-je pas pu examiner ces numéros.

Par ailleurs, pour ce qui concerne les documents cités à la page 63 et à l'annexe II, ils proviennent des archives du Polish Underground Movement (1939-1945) Study Trust — Studium Polski Podziemnej (SPP) de Londres.

Méthode

Mon travail s'est déroulé de la manière suivante :

a) J'ai essayé de vérifier comment le gouvernement polonais pouvait avoir connaissance de ce qui se passait à l'intérieur d'Auschwitz et, concrètement, quels étaient les canaux de communication qui existaient entre le camp et Londres ;

b) Je me suis appuyé sur les informations concernant Auschwitz publiées dans la *Polish Fortnightly Review* qui se rapportaient à la supposée extermination de juifs pratiquée dans ce camp et en particulier j'ai révélé ce que la revue a publié à ce sujet-là, ce qu'elle n'a pas publié et pourquoi.

D'autre part, je dois signaler que la *Polish Fortnightly Review* se réfère toujours à Auschwitz en employant la dénomination polonaise d'Oświęcim.

Enfin, on trouvera ci-dessous les sigles utilisés dans ce travail :

- ACPW : Akcja Cywilna Pomocy Więzniom (Action civile d'aide aux prisonniers)
- AK : Armia Krajowa (Armée intérieure)
- BBC : British Broadcasting Corporation (Radiodiffusion britannique)
- BIP : Biuro Informacji i Propagandy (Service d'information et de propagande)

- GPE : Gouvernement polonais en exil
 PFR : *Polish Fortnightly Review* (revue bimensuelle polonaise)
 PWOK : Pomoc Więzniom Obozów Koncentracyjnych (Aide aux prisonniers de camps de concentration)
 RAF : Royal Air Force (Forces aériennes royales)
 SOE : Special Operations Executive (Exécutif des opérations spéciales)
 SS : Schutzstaffel (Échelon de protection)
 ZWZ : Związek Walki Zbrojnej (Union pour la lutte armée).

— I —

LES INSTITUTIONS POLONAISES
 PENDANT LA GUERRE

Le gouvernement polonais en exil (GPE)

Après l'occupation de la Pologne par les Allemands et les Soviétiques en septembre 1939, un gouvernement polonais se forma, décidé à maintenir la lutte pour l'indépendance, la souveraineté, la liberté et l'intégrité territoriale de la république polonaise. Ce nouveau gouvernement estima que la réalisation de ces objectifs ne pourrait être obtenue qu'après l'écrasement du III^e Reich et grâce à une alliance avec les puissances occidentales.

Le cabinet prêta serment le 1^{er} octobre 1939 devant le nouveau président Władysław Raczkiewicz. Le premier ministre était le général Sikorski.

Pour des raisons évidentes, le cabinet se réunissait en exil. Il s'établit d'abord à Paris. Plus tard, devant l'avance allemande, il se transporta à Angers, dans l'ouest de la France. Enfin, après la chute fulgurante de la France en juin 1940, il s'enfuit à Londres.

Le GPE était constitué de représentants des groupes politiques qui, avant la guerre, s'étaient opposés aux hommes

politiques traditionnels, accusés d'être trop autoritaires et antidémocrates.

Le GPE fut reconnu par tous les pays alliés, y compris — de juillet 1941 jusqu'à avril 1943 — l'Union soviétique⁽²⁾.

Le GPE maintenait le contact avec la Pologne occupée. Ces contacts, naturellement, s'effectuaient de façon clandestine. Les instructions, ordres, directives et, en général, tout type d'information à destination de la Pologne, se transmettaient pour ainsi dire toujours par l'intermédiaire de la section polonaise du *Special Operations Executive* (SOE). Le SOE était une organisation chargée de mener la guerre sur les territoires occupés par l'Allemagne, avec, pour chef politique, le ministre anglais de la Guerre économique. La section polonaise du SOE coopérait étroitement avec le quartier général polonais à Londres, envoyait des messages radio et lançait fréquemment des agents en parachute.

A partir de 1942, les envois d'agents étaient devenus routiniers. A partir de 1944, des avions purent même atterrir sur des pistes improvisées⁽³⁾.

La Delegatura

La *Delegatura* constituait la représentation clandestine du GPE à l'intérieur de la Pologne. Elle fonctionna de 1940 à 1945. Elle avait à sa tête un délégué (*Delega*) et trois suppléants. Le délégué était assisté d'un comité comprenant des membres des partis politiques sur lesquels se fondait le GPE.

La *Delegatura* fonctionnait comme un cabinet fantôme. Elle comprenait de nombreuses sections, qui correspondaient aux ministères d'une administration normale. Cette organisation s'étendait aux provinces, cantons et municipalités. C'était donc un large réseau clandestin qui couvrait toute la Pologne.

Dans la pratique, la *Delegatura* dirigeait un véritable gouvernement de remplacement, un état clandestin, avec son propre système d'enseignement, ses tribunaux, ses organismes d'assistance, ses services d'information et ses propres forces armées⁽⁴⁾.

(2) E. Duraczynski, *Polish Government-in-Exil* p. 1177-1178.

(3) J. Garlinski, *Poland, SOE and the Allies* p. 21-29, 90.

(4) E. Duraczynski, *Delegatura* p. 356-357.

L'Armia Krajowa (AK)

Parallèlement aux forces armées polonaises qui combattent ouvertement les Allemands sous commandement anglais et qui étaient constituées de Polonais qui avaient pu sortir de Pologne, il existait une véritable armée secrète, l'*Armia Krajowa* (armée de l'intérieur), qui agissait clandestinement à l'intérieur des frontières de la Pologne d'avant-guerre.

L'AK fut constituée en février 1942 sur la base d'une organisation militaire clandestine antérieure, la *Zwiazek Walki Zbrojnej* (Union pour la lutte armée). Le premier commandement fut celui du général Stefan Rowecki. Lorsque ce dernier fut pris par les Allemands en 1943, on nomma au même poste le général Bor-Komorowski.

L'AK était organisée comme une véritable armée, avec son état-major, ses officiers d'active, son service d'information, son intendance, etc., et sa répartition sur le territoire suivait la division administrative des cantons de l'avant-guerre. Ainsi, par exemple, dans l'organigramme de l'AK la zone d'Auschwitz appartenait au canton de Silésie.

Pour ce qui est des effectifs, on estime qu'au premier semestre de 1944 l'AK comptait entre 250 000 et 350 000 hommes, dont plus de 10 000 officiers⁽⁵⁾.

— II —

LES CANAUX DE COMMUNICATION ENTRE AUSCHWITZ ET LONDRES

Considérations préliminaires

Nous allons tenter de vérifier maintenant si le GPE à Londres pouvait savoir ce qui se passait à Auschwitz et, concrètement, s'il aurait pu avoir connaissance d'un gigantesque massacre de juifs qui, dit-on, se produisait dans ce camp.

En définitive, il s'agit de déterminer les sources d'information dont disposait le GPE. Pour cela, il faudra vérifier,

(5) E. Duraczynski, *Armia Krajowa*. 88-89.

d'abord, s'il existait des organisations clandestines de résistance dans le camp de concentration et, ensuite, si celles-ci pouvaient obtenir des informations dignes de foi, si elles pouvaient les transmettre à l'extérieur du camp et, enfin, si ces informations pouvaient atteindre Londres.

Les organisations clandestines de résistance et les informations à l'intérieur du camp

Dès octobre 1940 il exista une organisation de résistance à l'intérieur du camp de concentration. Elle avait été fondée par un officier polonais, Witold Pilecki, qui fut arrêté et envoyé à Auschwitz en septembre 1940. Aux mêmes dates s'était constitué également un groupe de résistance du parti socialiste polonais. Plus tard, en 1941, il se forma en outre une organisation de droite, dirigée par Jan Mosdorf. Enfin, en mai 1943 se créa une organisation internationale de résistance, le *Kampfgruppe Auschwitz* (Groupe de combat Auschwitz), qui réunissait des membres de différentes nationalités, principalement d'idéologie socialiste et communiste⁽⁶⁾.

Les diverses organisations établissaient des contacts entre elles plus ou moins fréquemment en fonction de leurs affinités nationales ou idéologiques.

L'un des objectifs de la résistance était la « réunion de preuves relatives aux crimes commis par les SS et leur transmission à l'extérieur⁽⁷⁾ ».

Les organisations clandestines se développaient au fur et à mesure que s'étendaient les installations du camp de concentration. A Birkenau, il existait une organisation secrète depuis la fin du mois d'avril 1942, créée par le colonel Karcz. Karcz recruta un grand nombre de membres et créa son propre « appareil », unique manière de diriger le travail clandestin dans un aussi vaste camp. Certains des hommes de Karcz furent expressément placés dans des blocs de juifs pour essayer de soulager leurs souffrances. Le contact entre l'organisation de Birkenau et celle du camp central d'Auschwitz s'effectuait pour ainsi dire quotidiennement au moyen d'un contact. L'une des

(6) B. Jarosz, *Le mouvement de*, p. 145-147, 150.

(7) *Id.*, p. 158.

tâches principales du groupe de Karcz était les renseignements⁽⁸⁾.

De même, vers le milieu de 1943 se mit en place une organisation secrète dans le camp des femmes de Birkenau. L'une de ses activités consistait à passer des renseignements sur la vie dans le camp. Les contacts entre ce groupe féminin et le camp principal s'effectuaient au moyen d'une « boîte à lettres », grâce à laquelle s'échangeaient et se recevaient les messages secrets⁽⁹⁾.

L'accroissement des effectifs des organisations de résistance depuis l'ouverture du camp avait été spectaculaire. L'organisation de W. Pilecki à elle seule disposait déjà en 1942 d'environ 1 000 membres entre Auschwitz et Birkenau. W. Pilecki affirme que, dans le seul mois de mars 1942, il recruta personnellement plus de 100 personnes. Sans compter qu'il y avait les forces clandestines de nationalistes et de socialistes⁽¹⁰⁾. Au cours de cette même année 1942, le colonel Kazimierz Rawicz, dirigeant d'une organisation clandestine de détenus, avait préparé un plan pour une révolte massive dans le camp et ses environs, plan qu'il avait envoyé au commandant de l'AK pour qu'il définisse la date du déclenchement de l'action⁽¹¹⁾.

D'autre part, les groupes de résistance étaient tellement puissants dans les années 1942 et 1943 qu'ils avaient réussi à étendre leurs tentacules sur les centres névralgiques de la vie du camp. Leurs membres contrôlaient l'hôpital, le bureau d'attribution du travail, le bureau central, la cuisine, le bureau des constructions, les entrepôts d'alimentation et de vêtements, un grand nombre de détachements de détenus (*Kommandos*) et jusqu'au service politique⁽¹²⁾.

Les groupes clandestins avaient même obtenu la complicité de certains membres de la SS, principalement celle de *Volk-deutsche*⁽¹³⁾, qui leur avaient promis de l'aide et l'accès au dépôt des munitions en cas de soulèvement⁽¹⁴⁾.

(8) J. Garlinski, *Fighting Auschwitz* p. 97-98.

(9) *Id.*, p. 123-124.

(10) *Id.*, p. 110.

(11) B. Jarosz, *Le mouvement de*, p. 163.

(12) J. Garlinski, *Fighting Auschwitz* p. 175.

(13) Polonais d'origine germanique qui avaient opté pour la nationalité allemande en 1939.

(14) J. Garlinski, *Fighting Auschwitz* p. 205.

Compte tenu de tout ce qui précède, il est possible de tirer diverses conclusions :

- a) les organisations de résistance fonctionnaient déjà dès la fin de 1940, à peine quelques mois après l'ouverture du camp ;
- b) ces organisations disposaient d'effectifs considérables et s'étaient étendues à tous les secteurs du vaste complexe pénitentiaire d'Auschwitz-Birkenau au moins à partir de l'année 1942 ;
- c) en conséquence, s'il s'était produit, à partir de cette année-là, un massacre systématique des juifs, les organisations de résistance du camp auraient été en mesure de le savoir en détail.

Les organisations de résistance à l'extérieur du camp

De même, il existait depuis longtemps des organisations clandestines dans les environs du camp de concentration. En 1940, la ZWZ créa le canton d'Oswiecim (Auschwitz), qui faisait partie de l' « Inspection » de Bielsko. En 1942, la ZWZ prit le nom de *Armia Krajowa*⁽¹⁵⁾.

La résistance du canton d'Oswiecim se révéla très active. La *Polish Fortnightly Review* fit l'écho de cette activité. Elle mentionne, par exemple, qu'un certain nombre de trains de marchandises avaient déraillé dans les environs d'Oswiecim en juillet 1943⁽¹⁶⁾.

Nous avons vu tout à l'heure qu'il existait des plans pour un soulèvement à Auschwitz. Ces plans avaient mérité l'attention du quartier général de l'AK qui, afin d'obtenir une idée plus précise de la situation, avait envoyé l'un de ses hommes dans la région. Il s'agissait de l'officier Stefan Jasienski, qui était arrivé d'Angleterre et avait été parachuté. Jasienski était spécialisé dans le travail du renseignement et il fut envoyé aux abords immédiats d'Auschwitz dans les derniers jours de juillet 1944. Vu l'importance de sa mission, on lui facilita tous les contacts nécessaires dans la région et spécialement les moyens d'entrer en contact secrètement avec le « conseil militaire » du camp⁽¹⁷⁾.

(15) B. Jarosz, *Le mouvement de*, p. 151.

(16) N° 84 du 15 janvier 1944, p. 5.

(17) J. Garlinski, *Fighting Auschwitz*, p. 253.

Il existait, par ailleurs, d'autres organisations clandestines créées dans le dessein exclusif de prêter secours aux détenus d'Auschwitz et de maintenir des contacts avec eux. Ainsi, dès la seconde moitié de 1940 il se forma le groupe *Akcja Cywilna Pomocy Więzniom* (ACPW) (Action civile d'aide aux prisonniers), dont la tâche principale était de fournir des aliments, des médicaments et des vêtements et de les introduire au moyen de contacts dans le camp. Ces mêmes contacts servaient également à passer des messages dans un sens ou dans l'autre. En mai 1943 fut créé à Cracovie un comité appelé *Pomoc Więzniom Obozów Koncentracyjnych* (PWOK) (Aide aux prisonniers de camps de concentration), dont les objectifs étaient identiques à ceux du groupe précédent. Le PWOK, en dépit du pluriel qui figure dans sa dénomination, travaillait exclusivement en faveur des détenus d'Auschwitz⁽¹⁸⁾.

En conséquence, une fois déterminée l'existence de solides organisations clandestines aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du camp, il ne reste plus maintenant qu'à voir comment s'établissaient les contacts entre elles.

Contacts entre le camp et l'extérieur

Les contacts entre l'intérieur du camp et l'extérieur se trouvaient facilités par la situation propre d'Auschwitz. Comme l'a reconnu l'écrivain Walter Laqueur, Auschwitz ne se trouvait pas dans le désert, mais dans une zone extrêmement industrialisée et très peuplée, entourée de villes importantes comme Beuthen, Gleiwitz, Hindenburg (Zabrze) et Katowice. En outre, Auschwitz était un véritable « archipel », avec près de 40 sous-camps qui en dépendaient administrativement⁽¹⁹⁾.

En plus de la situation particulière d'Auschwitz, les contacts se voyaient facilités par le fait qu'un grand nombre de détenus qui réalisaient des travaux hors du camp étaient mêlés à la population civile et que de nombreux ouvriers civils travaillaient à l'intérieur du camp.

En réalité, pour ce qui concerne les ouvriers civils, qu'il suffise de dire qu'ils étaient des centaines et qu'il y avait autant d'Allemands que de Polonais. Ces ouvriers arrivaient au

(18) *Id.*, p. 46, 153.

(19) W. Laqueur, *The Terrible Secret* p. 22-23.

camp le matin et s'en allaient le soir, leur journée de travail terminée⁽²⁰⁾. L'utilisation de ces ouvriers était due à la grande quantité de travail qui devait se faire dans le camp et au fait qu'il n'y avait pas suffisamment d'ouvriers spécialisés parmi les détenus. Civils aussi bien que détenus travaillaient ensemble⁽²¹⁾.

En dépit des moyens de surveillance et de contrôle adoptés (barbelés, tours de surveillance, chiens policiers, patrouilles, etc.) et en raison du nombre croissant des prisonniers et du travail qu'il fallait effectuer hors du camp, il était impossible aux Allemands d'empêcher les contacts entre les détenus et la population locale, qui était presque exclusivement polonaise. Des secteurs de cette population faisaient partie des organisations de résistance. En réalité, les *Kommandos* de détenus qui travaillaient dans les environs immédiats du camp s'entretenaient fréquemment avec les civils polonais. Parfois ces civils cachaient dans des endroits fixés à l'avance de la nourriture, des médicaments et des paquets pour que les détenus viennent les recueillir. Souvent, les gardiens SS responsables de ces *Kommandos* faisaient semblant d'ignorer ces faits ou bien se laissaient suborner en échange de quelque chose de bon à manger⁽²²⁾.

Par ailleurs, les possibilités de contacts étaient innombrables et s'étendaient à tous les camps, sous-camps et installations liés au complexe pénitentiaire d'Auschwitz, comme le sous-camp de Rajsko, les viviers de pêche de Harmeze, le camp pour travailleurs libres et le grand complexe industriel destiné à la fabrication de caoutchouc synthétique⁽²³⁾.

Les contacts acquirent rapidement un caractère régulier, surtout pour ce qui concernait les échanges de lettres et de paquets. L'une des organisations clandestines du camp établit rapidement un lien permanent qui lui permettait de renseigner régulièrement par lettres un groupe de résistance de Cracovie.

Dans cette ville ont été conservées 350 de ces lettres, « une fraction d'un total beaucoup plus important »⁽²⁴⁾. Les échanges de paquets entre le camp et l'extérieur avaient pris de grandes

(20) *Id.*, p. 24.

(21) J. Garlinski, *Fighting Auschwitz* p. 43.

(22) *Id.*, p. 43-45.

(23) *Id.*, p. 155-156.

(24) H. Langbein, *Hommes et femmes à Auschwitz* 252.

proportions, au point qu'un groupe de prisonnières se consacrait secrètement à faire des pardessus pour les unités partisans de l'AK qui opéraient dans les alentours du camp. Les paquets étaient remis par des détenus qui travaillaient sur les terres à labourer ou dans les sous-camps à proximité⁽²⁵⁾. En outre, on a constaté l'existence à Auschwitz d'un émetteur de radio clandestin. Il avait été installé secrètement dans le sous-sol du bloc 20 au printemps de 1942. Grâce à des contacts et des messagers, la direction du canton de Silésie de l'AK réussit à connaître la longueur d'onde sur laquelle il émettait. L'émetteur fonctionna pendant sept mois, en transmettant des renseignements sur les conditions de vie dans le camp, et, malgré cela, les Allemands ne réussirent jamais à le découvrir. A l'automne de 1942, il cessa d'émettre⁽²⁶⁾. Il y eut même du personnel allemand du camp pour collaborer avec la résistance, comme par exemple Maria Stromberger, qui travaillait comme infirmière et qui passait des messages de l'intérieur du camp en direction des chefs de l'AK à Cracovie et en Silésie. A son tour, elle introduisit de la correspondance illégale, des médicaments, des armes et des explosifs. A côté d'elle un groupe de gardiens de la SS aidait les détenus en transmettant des messages⁽²⁷⁾.

En conséquence de tout cela, dès la première année de vie du camp, il exista un lien permanent, bien que fragile, entre ce camp et le service de renseignement du canton de Cracovie de l'armée clandestine. Si bien qu'à la fin de 1941 fut créée au quartier général de l'AK à Cracovie une cellule spéciale pour les relations avec le camp d'Auschwitz⁽²⁸⁾.

Les contacts clandestins entre Auschwitz et l'extérieur à partir de 1942 étaient fréquents et bien organisés, si bien que W. Pilecki, fondateur d'un des groupes de résistance à l'intérieur du camp, était en « constant rapport » aussi bien avec le quartier général de l'AK à Varsovie qu'avec les commandants des cantons de Cracovie et de Silésie⁽²⁹⁾.

En outre, les renseignements qui parvenaient clandestinement d'Auschwitz ne se limitaient pas uniquement à des

(25) J. Garlinski, *Fighting Auschwitz*, p. 126.

(26) *Id.*, p. 100-101.

(27) *Id.*, p. 206-208.

(28) *Id.*, p. 46.

(29) *Id.*, p. 102, 143.

messages et à des rapports élaborés par la Résistance. Parfois, ils comprenaient même des volumes entiers de documentation officielle allemande, comme, par exemple, des tomes du « livre du Bunker » (*Bunkerbuch*) sur lesquels étaient notées toutes les entrées et sorties des cachots du camp. Ces documents furent sortis au début de 1944⁽³⁰⁾.

Les voies empruntées pour le passage des informations n'étaient pas toujours rigoureusement clandestines. En de nombreuses occasions, les messages sortaient d'Auschwitz par un moyen beaucoup plus simple : ils étaient transmis par les détenus libérés par les Allemands. Ainsi, pour ne citer que quelques cas en rapport avec le groupe de résistance fondé par ledit W. Pilecki, dès novembre 1940 un premier rapport put sortir par ce moyen ; en février et mars 1941 deux autres furent transmis ; et, à la fin de 1941, un autre détenu, Surmacki, fut libéré de façon inattendue et il emporta avec lui à Varsovie un message de Pilecki lui-même⁽³¹⁾.

Les libérations de détenus furent particulièrement nombreuses au cours de 1942 : il y eut 952 libérations pendant la première moitié de cette année et 36 au cours des six mois suivants. Il y eut aussi quelques libérations en 1943 et, au début de 1944, un nombre considérable de femmes juives furent libérées grâce à l'intervention d'un industriel allemand⁽³²⁾.

Il y avait un autre moyen par lequel se passaient les informations à l'extérieur : c'étaient les évasions. Parfois l'évasion avait pour unique objet d'envoyer des messages hors du camp. Un exemple nous en est fourni par la fuite de W. Pilecki lui-même. Cet officier polonais décida de fuir pour persuader les chefs de l'AK d'accepter son plan de soulèvement à Auschwitz et, de surcroît, les informer sur la situation générale du camp. Pilecki s'évada le 27 avril 1943 et quatre mois plus tard, le 25 août, il arrivait à Varsovie, où il entra en contact avec l'officier responsable d'Auschwitz au quartier général de l'AK⁽³³⁾.

(30) *Id.*, p. 230.

(31) *Id.*, p. 54-55, 112.

(32) W. Laqueur, *The Terrible Secret*, p. 169.

(33) J. Garlinski, *Fighting Auschwitz*, p. 167-173.

Deux autres membres du groupe de Pilecki s'étaient évadés précédemment, en mai et juin 1942, avec l'objectif identique de passer des renseignements au quartier général de l'AK⁽³⁴⁾.

De ce qui vient d'être exposé on peut tirer la conclusion que, par sa situation géographique et ses propres caractéristiques de camp de travail ouvert aux ouvriers civils, Auschwitz n'était pas en soi le lieu le plus adéquat pour garder un secret. Si l'on ajoute à cela l'efficacité avec laquelle travaillaient les groupes de résistance, qui faisaient fonctionner des émetteurs de radio, qui comptaient sur la complicité de gardiens allemands, qui utilisaient à leurs fins propres ceux qui étaient libérés et organisaient des évasions, il faudrait conclure que, pour la résistance polonaise, le camp d'Auschwitz était pour ainsi dire transparent.

En conséquence, s'il s'était produit à Auschwitz une extermination massive de juifs, il ne fait pas de doute qu'elle aurait été connue en détail et rapidement au quartier général de la résistance à Varsovie.

Les communications entre la Pologne et Londres

Toutes les sources connues indiquent que les communications clandestines entre la Pologne et Londres étaient habituelles et que les renseignements transmis étaient abondants. Le général Bor-Komorowski, commandant de l'AK, a signalé que les rapports clandestins « étaient régulièrement transmis par radio à Londres et qu'ils atteignaient, dans les années 1942-1944, le nombre de 300 par mois. Mis à part les transmissions radio, les faits essentiels du matériel recueilli par notre service d'information étaient microfilmés et envoyés chaque mois à Londres par courrier⁽³⁵⁾ ». Les informations, en outre, passaient relativement rapidement d'un lieu à l'autre. Les messagers parvenaient à Londres via la Suède ou à travers l'Europe occidentale et mettaient plusieurs semaines à arriver, parfois même deux mois. Les messages courts, en revanche, pouvaient être envoyés par radio quotidiennement à Londres. La résistance polonaise disposait d'environ cent postes émetteurs de radio⁽³⁶⁾.

(34) *Id.*, p. 101-103.

(35) T. Bor-Komorowski, *The Secret Army* p. 150.

(36) W. Laqueur, *The Terrible Secret* p. 103, 107.

Pour ce qui concerne les messagers, au début — de 1941 jusqu'à fin juillet 1942 — le lien avec Londres était maintenu par le truchement d'un certain nombre de membres de la colonie suédoise de Varsovie, qui, lorsqu'ils retournaient dans leur pays, emportaient des messages aussi bien de l'AK que de la *Delegatura*. Les rapports périodiques sur la situation à l'intérieur de la Pologne (*Sprawozdanie sytuacyjne Kraju*) publiés par le GPE se fondaient principalement sur le matériel transmis par les Suédois⁽³⁷⁾.

A partir de la seconde moitié de 1942, ce furent les messagers polonais qui se chargèrent de maintenir les communications. Le plus fameux d'entre eux fut Jan Karski (Kozielewski). Karski vivait clandestinement à Varsovie en 1941 et 1942 en se consacrant à la guerre psychologique (« propagande noire ») contre les soldats allemands. A la fin de 1942, la direction de la résistance lui donna l'ordre de transmettre des renseignements à Londres. Karski sortit clandestinement de Pologne en octobre 1942 et, le mois suivant, il arrivait en Angleterre après avoir voyagé à travers l'Allemagne et la France. A Londres, il rédigea un rapport célèbre. Le cas de Karski fut amplement mis en valeur par la presse alliée. Karski effectua même une tournée de propagande aux États-Unis, où il rencontra d'importantes personnalités, y compris le président Roosevelt lui-même.

Jan Karski était très bien informé. Il s'était spécialisé dans l'étude de la presse clandestine. Conscient de la grande importance historique de cette presse, Karski avait réuni ce qui était probablement « la plus riche collection de matériel clandestin polonais — journaux, pamphlets et livres⁽³⁸⁾ ». En outre, il avait disposé d'un observatoire privilégié à l'époque où il travaillait secrètement en Pologne. Grâce à son travail de liaison et à ses fréquents contacts avec les hautes sphères de la résistance, aussi bien civile que militaire, Karski « avait été capable d'étudier la structure entière du mouvement clandestin et de dresser un tableau détaillé de la situation dans son ensemble en Pologne⁽³⁹⁾ ». Ce fut cette raison qui poussa les chefs de la clandestinité polonaise à l'envoyer à Londres.

(37) *Id.*, p. 103-104.

(38) J. Karski, *Story of a Secret State*, p. 217.

(39) *Id.*, p. 253.

L'autre cas de messager particulièrement bien informé est celui de Jan Nowak (Zdzislaw Jezioranski). Nowak fut désigné en 1943 pour se rendre clandestinement en Angleterre en emportant le maximum de renseignements possible. Dans ce dessein, Nowak tint une réunion, à l'été 1943, avec le chef du *Biuro Informacji i Propagandy*(BIP) (Service d'information et de propagande) de l'AK. Le chef du BIP était « d'une certaine manière le ministre de la propagande et de la politique intérieures de l'AK. Il contrôlait non seulement la presse clandestine militaire, mais aussi un réseau de renseignements largement étendu⁽⁴⁰⁾ ». Sur l'ordre de ce personnage, Nowak rencontra aussi les chefs de section du BIP, et parmi eux celui de la « section juive », avec lesquels il eut des conversations « larges et exhaustives » pendant tout un mois⁽⁴¹⁾. En conséquence, Nowak, en commençant son voyage à Londres à l'automne 1943, devait être l'une des personnes les mieux informées sur ce qui se passait en Pologne.

Nowak arriva à Londres en décembre 1943. Quelques mois plus tard, vers le milieu de 1944, on lui demanda de retourner en Pologne, où il fut parachuté. Il participa au soulèvement de Varsovie après l'écrasement duquel il réussit à s'échapper vers Londres en janvier 1945.

En définitive, s'il s'était produit à Auschwitz une extermination massive de juifs, la direction de la résistance à l'intérieur de la Pologne n'aurait pas manqué de communiquer la nouvelle à ses supérieurs de Londres, soit au moyen des messages radio, soit au moyen des messagers. En réalité, des messagers comme Jan Karski et Jan Nowak — particulièrement préparés à apporter le maximum de renseignements possible à Londres — auraient communiqué à coup sûr la nouvelle de ce terrible événement aux autorités polonaises de l'exil.

Conclusion

On ne peut en aucune manière admettre que le GPE ignorait ce qui se passait à Auschwitz. En dehors des raisons indiquées, il n'est que de prendre en compte également la perfection à laquelle était parvenu le système d'information et de rensei-

(40) J. Nowak, *Courier from Warsaw*, p. 164-165.

(41) *Id.*, p. 166, 172-174.

nement de la résistance polonaise. L'AK possédait un système d'information extrêmement efficace qui étendait ses antennes même à l'extérieur de la Pologne. Elle possédait des sections consacrées au décèlement des problèmes économiques et militaires des forces allemandes en Pologne et sur l'arrière-garde du front russe, et à obtenir des informations sur la situation économique à l'intérieur de l'Allemagne, sur les mouvements dans les ports de la Baltique et de la Mer du Nord et sur le moral des Allemands⁽⁴²⁾.

Par exemple, les dirigeants de l'AK reçurent au printemps de 1942 des informations détaillées sur le nombre et la position des divisions allemandes en Ukraine et sur les préparatifs auxquels se livraient les Allemands pour exploiter les champs pétrolifères du Caucase⁽⁴³⁾. Les Polonais avaient également réussi à obtenir des informations de haute qualité sur quelques-uns des secrets les mieux gardés du Reich. Ainsi, au printemps 1943, l'AK apprit que les Allemands étaient en train de réaliser des expériences avec des armes mystérieuses dans une île de la Mer Baltique, Peenemünde. Quelques semaines plus tard, des agents polonais obtenaient les plans détaillés de la zone d'expérimentation et les envoyaient à Londres⁽⁴⁴⁾. De même, le service d'information de l'AK découvrit, à la fin de 1943, des essais que faisaient les Allemands avec la fusée V2 dans la zone de Sandomierz (Pologne), ce qui conduisit à effectuer une recherche exhaustive sur le terrain, après quoi furent envoyés à Londres de vastes rapports sur la nouvelle arme secrète allemande. Il se trouve que le chef de cette enquête clandestine, Jerzy Chmielewski, avait été détenu à Auschwitz, d'où il avait été libéré sous caution en mars 1944. Chmielewski se rendit personnellement à Londres en avion avec les rapports et quelques-uns des éléments de la fusée V2⁽⁴⁵⁾.

En outre, le BIP de l'AK comportait à partir de février 1942 une section pour les affaires juives, dont la fonction principale était de réunir des informations sur la situation de la population juive⁽⁴⁶⁾.

(42) T. Bor-Komorowski, *The Secret Army*, p. 150.

(43) *Id.*, p. 122-123.

(44) *Id.*, p. 151.

(45) J. Garlinski, *Poland, SOE and the Allies*, p. 150-154.

(46) E. Duraczynski, *Armia Krajowa*, p. 89.

En conclusion, le système d'information de la résistance polonaise était si bien développé et si efficace que, s'il s'était réellement produit un massacre massif de juifs à Auschwitz, elle l'aurait su pour ainsi dire instantanément et dans les détails. Ensuite les rapports détaillés sur l'extermination d'Auschwitz auraient atteint Londres au moyen de messagers en un délai relativement bref. Les rapports plus courts auraient été transmis par radio sur-le-champ.

D'autre part, l'anéantissement massif de juifs à Auschwitz aurait été tellement impossible à cacher que, comme l'a reconnu l'auteur J. Garlinski, même s'il n'y avait pas eu la moindre organisation d'information, « le secret n'aurait quand même pas pu être gardé⁽⁴⁷⁾ ».

Tous les faits indiquent, par conséquent, de manière claire que s'il s'était produit à Auschwitz un massacre de centaines de milliers de juifs, le GPE *n'aurait pas pu n'pas en avoir connaissance*

— III —

AUSCHWITZ ET L'EXTERMINATION DES JUIFS
DANS LA POLISH FORTNIGHTLY REVIEW

Considérations préliminaires

L'élément qui ressort de l'examen de la collection de la *PFR* — à l'exception des exemplaires du quatrième trimestre de 1944 qui n'ont pu être examinés — est que, jusqu'à la date du 1^{er} mai 1945 (n° 115), *il n'existe pas la moindre mention du fait qu'on aurait exterminé des juifs à Auschwitz* n'y a que dans le numéro 115, publié une fois que la guerre était pratiquement terminée et en pleine effervescence de la propagande d'atrocités alliée sur les camps de concentration allemands, que l'on fait référence pour la première fois à l'extermination de juifs à Auschwitz : il s'agit de deux témoignages de femmes qui avaient été détenues dans le camp (voy. annexe I).

(47) J. Garlinski, *Fighting Auschwitz* p. 89.

En conclusion, l'organe officiel en anglais du ministère polonais de l'Information — son principal moyen d'information et de propagande à l'étranger — n'a jamais révélé, avant le printemps 1945, le moindre indice du fait qu'il se serait produit à Auschwitz un gigantesque massacre de juifs, massacre qui, de plus, se serait déroulé de façon ininterrompue pendant une durée de trois années, du début 1942 à la fin 1944.

Il faut remarquer aussi que, dans la *PFR*, le camp d'Auschwitz est continuellement mentionné mais il n'est nulle part indiqué qu'il s'agissait d'un lieu où l'on exterminait des juifs, et, parallèlement, l'extermination des juifs est mentionnée fréquemment mais rien n'indique qu'elle était réalisée à Auschwitz.

Examinons maintenant ces deux aspects plus en détail⁽⁴⁸⁾.

1) *Auschwitz est continuellement mentionné mais nulle part comme lieu d'extermination des juifs*

On trouvera ci-dessous, par ordre chronologique, toutes les références à Auschwitz qui apparaissent dans la *PFR* jusqu'en mai 1945.

(a) Article « The Concentration Camp at Oswiecim » (n° 21, 1^{er} juin 1941, p. 6-7).

L'article signale que les télégrammes qui provenaient d'Auschwitz annonçant la mort de détenus « appelèrent pour la première fois l'attention de toute la Pologne sur ce lieu de torture à la fin de l'année dernière » (p. 6). Il indique aussi que le taux de mortalité était très élevé — de 20 à 25 % — par suite du mauvais traitement de la part des gardiens, des conditions exceptionnellement mauvaises, des exécutions en masse et des maladies provoquées par le froid, l'excès de travail et la tension nerveuse. Les familles étaient autorisées à recevoir les urnes contenant les cendres de ceux qui étaient morts. Les conditions de travail et l'alimentation étaient horribles. Les prisonniers n'avaient pas reçu de chaussures avant le 19 septembre 1940. Il y avait une seule serviette de toilette pour 20 personnes. La

(48) Sauf indication contraire, toutes les citations qui suivent sont extraites de la *PFR*.

journée de travail commençait à 4 heures 30 du matin. Deux cents prisonniers avaient été libérés et étaient rentrés à Varsovie, mais dans un état de santé lamentable, vu qu' « un prisonnier libéré est en règle générale un homme malade, tuberculeux et le cœur fatigué, et en état d'effondrement nerveux » (p. 7).

Nous soulignons qu'à la fin de l'année 1940 « l'attention de toute la Pologne » était concentrée sur Auschwitz et qu'à la mi-1941 le GPE possédait déjà des données détaillées sur l'intérieur d'Auschwitz, bien que ces données eussent l'aspect caractéristique de la propagande d'atrocités.

- (b) Article « Oswiecim Concentration Camp » (n° 32, 15 novembre 1941, p. 5-6).

Selon l'auteur de l'article, le camp d'Auschwitz, « qui est le plus grand de Pologne, mérite une description détaillée » (p. 5). Il décrit alors, comme dans l'article précédent, la situation générale du camp. Les baraquements avaient des fissures et manquaient de chauffage. Les prisonniers n'avaient pas leur propre serviette de toilette, ce qui expliquait la propagation des maladies. En outre, un grand nombre de personnes « atteintes de maladies vénériennes étaient envoyées systématiquement au camp » (p. 5). Le travail commençait à 5 heures du matin et était épuisant. Les détenus devaient travailler même s'ils étaient malades. Les appels étaient terribles : il y avait souvent des morts. On avait imposé un système de responsabilité collective des prisonniers, si bien que les punitions étaient fréquentes et se pratiquaient au moyen d'un vaste répertoire de tortures. L'hiver 1940-1941 se caractérisait par une mortalité élevée, avec des chiffres qui oscillaient entre 70 ou 80 cadavres par jour (un jour : 156). Au printemps et à l'automne suivants, la mortalité descendait à 30 personnes par jour. A fin novembre 1940, il y avait 8 000 Polonais à Auschwitz, qui se répartissaient en trois groupes : les politiques, les criminels ainsi les prêtres et les juifs. Ce dernier groupe était le plus maltraité « et personne de ce groupe ne quitt[ait] le camp vivant » (p. 6).

Le point le plus important qui ressort de ce qui précède est qu'à fin 1941 la *PR* était en mesure de publier « une description détaillée » de ce qui se passait à Auschwitz.

- (c) Article « German Lawyers at Work » [Des avocats allemands au travail] (n° 40, 15 mars 1942, p. 8).

Il s'agit du texte d'un message radio de St. Stronski, ministre polonais de l'Information, diffusé par le service des informations polonais de la BBC le 11 mars 1942. Stronski signale que tous « les criminels allemands, depuis Frank le dégénéré, du Wawel polonais, aux surveillants dégénérés du camp de concentration d'Oswiecim, sont responsables du fait que, dans un pays où leur existence même est un crime, ils en tuent cent pour un ».

- (d) Article « Pawiak Prison in Warsaw and Oswiecim Concentration Camp » (n° 47, 1^{er} juillet 1942, p. 2-3).

Dans cet article il est dit que, outre le camp principal, construit près d'Auschwitz, il en existait un autre à proximité « dans lequel les brutalités étaient si épouvantables que les gens y meurent plus vite que s'ils avaient été dans le camp principal » (p. 2). Les prisonniers qualifiaient ce camp de « paradisiaque », « probablement parce qu'il n'y avait qu'une route qui en sortait, celle du Paradis » (p. 2). L'article fait certainement allusion au camp de Birkenau, dont la construction avait commencé en octobre 1941⁽⁴⁹⁾. Les prisonniers des deux camps — selon l'auteur de l'article — étaient liquidés de trois manières : « par excès de travail, par la torture et par des moyens médicaux » (p. 2). En particulier, les prisonniers du camp « paradisiaque » devaient fournir un travail très dur, « consistant principalement à construire une usine pour la production de caoutchouc artificiel dans les environs » (p. 2).

En effet, en avril 1941, les Allemands avaient commencé à construire un grand complexe chimique de la société I.G. Farben destiné à la fabrication de caoutchouc et d'essence synthétiques. Les détenus d'Auschwitz étaient utilisés comme main-d'œuvre dans la construction de ce complexe⁽⁵⁰⁾.

Les Allemands — poursuit l'auteur de l'article — disposaient d'une méthode « scientifique » pour tuer les prisonniers. Elle consistait à administrer des piqûres qui affectaient lentement les organes internes, particulièrement

(49) D. Czech, *Kalendarium der Ereignisse im.*, p. 159.

(50) *Id.*, p. 86.

le cœur. En outre, ils « croyaient universellement que les prisonniers étaient utilisés dans des expériences à grande échelle pour expérimenter de nouveaux médicaments que les Allemands préparaient dans des buts inconnus » (p. 2).

Dans le cadre des expériences pratiquées avec les détenus on décrit l'emploi de gaz mortel à des fins homicides :

Il est bien connu que, dans la nuit du 5 au 6 septembre de l'année dernière, un millier de personnes ont été descendues à l'abri souterrain d'Oswiecim, et parmi elles sept cents prisonniers de guerre bolcheviques et trois cents Polonais. Comme l'abri était trop petit pour contenir cette quantité, les corps vivants furent tout simplement poussés vers l'intérieur, sans se soucier des os cassés. Lorsque l'abri fut rempli, le gaz y fut injecté, et tous les prisonniers moururent dans la nuit. Toute la nuit, le reste du camp avait été tenu éveillé par les grognements et les hurlements provenant de l'abri. Le lendemain, d'autres prisonniers avaient dû sortir les corps, ce qui leur a pris toute la journée. Une charrette à bras sur laquelle on transportait les corps s'écroula sous le poids (p. 2).

Ainsi il se serait produit là quelque chose de paradoxal : la *PFR* aurait appris — et publié — des renseignements sur l'extermination occasionnelle d'un millier de personnes à l'aide d'un gaz toxique, et en même temps elle aurait complètement ignoré l'extermination massive et régulière de centaines de milliers de juifs tout au long de 1942, de 1943 et de 1944.

D'autre part, la thèse de l'extermination de mille Russes et Polonais dans le refuge souterrain d'Auschwitz et son évolution postérieure en doctrine « exterminionniste » a été complètement discréditée⁽⁵¹⁾.

On signale également qu'à Auschwitz il vient de se former une section pour les femmes (p. 2).

Nous pouvons déduire de là que l'article contenait des renseignements sur Auschwitz du moins jusqu'à la fin de mars 1942, vu que le premier transport de femmes arriva au camp le 26 mars 1942⁽⁵²⁾.

(51) Voy. à ce sujet le travail de C. Mattogno, *The First Gassing at Auschwitz*

(52) D. Czech, *Kalendarium der Ereignisse im*, p. 189.

Enfin, on indique qu'Oswiecim avait une capacité de 15 000 détenus, « mais comme ils meurent en masse, il y a toujours de la place pour les nouveaux arrivants » (p. 3).

(e) « *Furor germanicus* » (n° 47, 1^{er} juillet 1942, p. 8).

Tel est le titre d'une causerie de St. Stronski diffusée par le service des informations polonais de la BBC le 1^{er} juillet 1942.

Le « *furor Germanicus* » (la folie furieuse germanique) se produit, selon Stronski, parce que les « Allemands sont en fureur », vu qu'ils « assouvissent leur éternelle soif de domination, ils nagent dans le sang des innocents et prennent leur plaisir aux tourments de leurs victimes ». Selon Stronski, le gouvernement polonais possédait alors « une image très claire des méthodes de gouvernement, c'est-à-dire des persécutions et des atrocités allemandes en Pologne au cours des six premiers mois de cette année » et les « plus récents rapports en provenance de Pologne confirment les sombres nouvelles qui sont parvenues très en détail au cours des six derniers mois et communique les dimensions incroyables des crimes ». Ces rapports devaient être vraiment récents, puisque la note introductive de ce numéro signale qu'ils correspondent « à la date la plus récente possible » et que, dans sa majorité, « ils se rapportent à la situation au début du mois de juin, il y a moins d'un mois » (p. 1).

L'unique référence à Auschwitz contenue dans le message radio de Stronski est la suivante : « En plus des camps de torture pour hommes, avec Oswiecim pour camp principal, il existe à présent des camps de torture pour femmes, comme celui qui se trouve près de Fürstenberg (Mecklenburg) connu sous le nom de Ravensbrück ».

Ce qui fait qu'en dépit de cette « image très claire » de la situation en Pologne et du caractère récent des renseignements, le GPE paraît ignorer le massacre des juifs qui, prétend-on, se déroulait à Auschwitz à partir du début de 1942⁽⁵³⁾.

(53) Rudolf Höss, premier commandant d'Auschwitz, précise dans ses mémoires que l'extermination des juifs dans ce camp avait commencé « probablement » en septembre 1941 ou en janvier 1942 (R. Höss, *Kommandant in Auschwitz*, 159-160).

- (f) Déclaration en conférence de presse du ministre polonais de l'Intérieur, S. Mikolajczyk, le 9 juillet 1942 (n° 48, 15 juillet 1942, p. 4-6).
 Dans sa longue déclaration qui se rapporte aux derniers événements qui se sont produits en Pologne, dans laquelle on insiste sur le *furor Teutonicus* qui aurait atteint « un paroxysme meurtrier » (p. 6), Mikolajczyk ne mentionne Auschwitz qu'en passant : « Dans le camp de concentration d'Oswiecim même, le nombre des prisonniers avait augmenté de 8 000 en trois mois » (p. 5).
- (g) Dans l'article « Concentration Camps » (n° 48, 15 juillet 1942, p. 3), Auschwitz apparaît dans une liste de 23 camps de concentration « dans lesquels sont confinés les Polonais ». L'article signale que des groupes de prisonniers sont envoyés régulièrement à Oswiecim de toutes les prisons de Pologne et, en particulier, plusieurs centaines d'entre eux en mars et avril 1942. On donne des nouvelles des décès de prisonniers, « qui ne peuvent pas résister aux rigueurs du camp » et on indique aussi que de grands groupes de prisonniers vont travailler chaque jour à la construction d'une usine d'essence synthétique dans les environs. Enfin, on cite des renseignements précis sur les détenus décédés...
- (h) Dans un autre article, « Polish Youth in the War » [La jeunesse polonaise dans la guerre] (n° 56, 15 novembre 1942, p. 8), Auschwitz apparaît comme l'un des lieux où étaient internés les jeunes Polonais de 12 à 18 ans.
- (i) Dans l'article « Children in Prisons and Concentration Camps » [Des enfants dans les prisons et dans les camps de concentration...] (n° 77, 1^{er} octobre 1943, p. 5), il est dit :

D'autres rapports en provenance de Pologne affirment que les enfants de moins de 12 ans transportés sur le camp d'Oswiecim ne sont pas acceptés par les autorités du camp mais sont tués sur-le-champ, dans des chambres à gaz spéciales installées pour l'occasion. Cette information est parvenue pour la première fois en décembre 1942 et a été reprise depuis dans plusieurs rapports.

D'après le contexte, on devine qu'il s'agit d'enfants polonais. On trouve là l'unique référence à des chambres à gaz à Auschwitz avant 1945.

2) *L'extermination des juifs est mentionnée fréquemment mais en aucun des cas on n'indique qu'elle avait lieu à Auschwitz*

On trouvera ci-dessous par ordre chronologique toutes les références à l'extermination de juifs qui apparaissent dans la *PFR* jusqu'en mai 1945.

(a) Dans l'article « Pawiak Prison in Warsaw and Oswiecim Concentration Camp » (n° 47, 1^{er} juillet 1942, p. 3), il est dit textuellement : « On sait bien aussi en Pologne que, l'année dernière, des juifs qui s'étaient réunis ont été emmenés dans les environs de Hambourg, où ils ont tous été gazés ». Si bien que l'on « savait bien » en Pologne ce qui s'était passé avec *un groupe* de juifs à Hambourg, alors qu'on ignorait — ou on ne révélait pas — les massacres *réguliers* de juifs qui étaient supposés se dérouler à Auschwitz.

(b) Article « Destruction of the Jewish Population » [Destruction de la population juive] (n° 47, 1^{er} juillet 1942, p. 4-5). Selon l'auteur de l'article, les premières manifestations des nouvelles mesures de répression contre les juifs, sous forme de fusillades en masse, eurent lieu à Nowy Sacz, Mielec, Tarnow et Varsovie. Peu de temps après, le ghetto de Lublin fut anéanti. La presse allemande déclara que le ghetto avait été transféré dans la localité de Majdan Tatarski, « mais en fait presque toute la population avait été exterminée » (p. 4). Un certain nombre de juifs du ghetto furent introduits dans des wagons de marchandises, qui furent conduits hors la ville « et laissés pendant deux semaines sur une voie de garage, jusqu'à ce que tous ceux qui étaient à l'intérieur fussent morts de faim » (p. 5). Cependant, la majorité des juifs de Lublin furent conduits à Sobibor, « où ils furent tous tués par du gaz, des mitrailleuses ou même des baïonnettes » (p. 5). Des détachements de police auxiliaire lituanienne (*szaulig*) avaient été amenés en Pologne pour effectuer ces exterminations massives. On indique également qu'il y avait confirmation de l'« extermination complète » des juifs dans les régions de l'Est. Des villes comme Molodeczno et Baranowicze avaient été rendues complètement *judenfrei* (débarrassées des juifs) (p. 5). Plusieurs milliers d'enfants juifs furent assassinés à Pinsk à l'automne 1941. A leur tour,

en mars 1942, 12 000 juifs furent anéantis à Lwow, où avaient encore lieu des crimes massifs. Dans les villes du sud-est de la Pologne, « des organisations ruthéniennes organisent des chasses aux juifs qui se cachent encore en grand nombre dans les villages » (p. 5).

- (c) Le 8 juillet 1942, le Conseil national polonais, sorte de parlement de l'exil, alertait, dans une résolution adressée aux parlements des nations libres, des « faits révélés récemment d'une destruction systématique de la force vitale de la Nation polonaise et du massacre planifié de pratiquement toute la population juive » (n° 48, 15 juillet 1942, p. 3).
- (d) Le jour suivant, 9 juillet, eut lieu une conférence de presse au cours de laquelle intervinrent diverses personnalités polonaises de l'exil (n° 48, 15 juillet 1942, p. 4-8). Le ministre de l'Intérieur, S. Mikolajczyk, signala que « l'extermination systématique des juifs » avait commencé (p. 4). Il s'était produit — disait-il — divers massacres de juifs dans les camps de Belzec et de Trawniki, où « des meurtres sont aussi réalisés au moyen de gaz poison » (p. 6). Il citait également des massacres de juifs en une vingtaine de localités, avec des chiffres de victimes qui oscillaient selon le lieu entre 120 et 60 000. Les méthodes d'extermination étaient les mitraillages, les grenades à main et le gaz toxique (p. 6).

Dans la même conférence de presse, le Dr. Schwarzbart, représentant juif au Conseil national polonais, mentionnait des massacres dans une trentaine de lieux, avec des chiffres de victimes qui oscillaient selon le lieu entre 300 et 50 000 (p. 7-8).

En définitive, à elles deux, ces personnalités citaient une cinquantaine de lieux de Pologne où s'étaient, paraît-il, produit des massacres de juifs. Curieusement, Auschwitz — ou Oswiecim, selon la dénomination polonaise — n'apparaît dans aucun de ces récits.

- (e) Le numéro 57 de la *PFR*, publié le 1^{er} décembre 1942, est consacré à une étude monographique sur l'extermination des juifs en Pologne. Une grande partie de son contenu fait référence à la déportation des juifs de Varsovie qui avait commencé à l'été de 1942. Dans ce sens, on indique que les juifs étaient déportés dans des trains, dont les wagons possédaient un sol recouvert de chaux vive et de chlore (p. 3). Les

déportés étaient conduits dans trois camps d'exécution : Treblinka, Belzec et Sobibor. « Là les trains étaient déchargés, les condamnés étaient déshabillés et mis à nu puis tués, probablement par du gaz poison ou par électrocution » (p. 3).

Ce numéro contient aussi un « Rapport extraordinaire du camp d'extermination des juifs de Belzec » (p. 4). Ce rapport provient d'un Allemand employé dans le camp. On indique que l'enceinte était surveillée par des gardes ukrainiens. Les déportés arrivaient en train et, à peine arrivés, étaient descendus du train, se déshabillaient et on leur donnait l'ordre de prendre un bain. En réalité, ils étaient conduits à un baraquement « où il y a une plaque électrique, où se font les exécutions ». Les victimes, une fois électrocutées, étaient conduites en train en dehors de l'enceinte du camp et jetées dans une fosse de 30 mètres de profondeur. Cette fosse avait été creusée par des juifs, assassinés eux aussi une fois leur tâche terminée. A leur tour, les Ukrainiens de garde dans le camp « doivent être exécutés une fois leur travail fini ».

Curieusement, la *PFR* avait réussi à publier un rapport sur l'intérieur du camp de Belzec grâce aux révélations d'un employé allemand, et en dépit des sévères mesures de sécurité, selon lequel on allait jusqu'à liquider périodiquement les Ukrainiens de garde pour éviter des témoins. Cependant, jusqu'à cette date, la *PFR* n'avait pas publié le moindre indice selon lequel à Auschwitz on aurait assassiné des juifs, en dépit du fait que cette supposée tuerie aurait commencé au début de 1942 et que les sources d'information sur le camp étaient très abondantes.

Mais le plus important à remarquer est que, dans un numéro consacré à une monographie sur l'extermination des juifs en Pologne et publié un an après le début des supposées tueries d'Auschwitz, le nom de ce camp de concentration n'est pas une seule fois mentionné.

- (f) Le n° 71 de la *PFR*, publié le 1^{er} juillet 1943, est aussi consacré essentiellement à l'extermination des juifs en Pologne. Il contient uniquement deux témoignages de femmes juives évadées de Pologne à l'automne 1942. Le premier témoignage s'intitule « *Agony of the People Condemned to Death* »

[L'Agonie des gens condamnés à mort] (p. 1-7) et raconte les vicissitudes d'une juive et de sa famille dans différents ghettos. Le second rapport a pour titre « What Happened in the Radom Ghetto » [Ce qui s'est produit au ghetto de Radom] (p. 7-8) et rapporte des détails sur la vie dans cet endroit. Le nom d'Auschwitz n'est pas non plus mentionné dans ce numéro, et ce en dépit du fait qu'à cette date ce qui se passait là-bas devait être absolument impossible à cacher, puisqu'à partir de l'été 1942 on racontait qu'il était procédé à un anéantissement à grande échelle, principalement à cause de l'arrivée de grands convois de juifs en provenance de Slovaquie, de France, de Belgique et de Hollande⁽⁵⁴⁾.

- (g) Pour terminer, en janvier 1944 une note concise donne des détails sur une révolte dans laquelle « des juifs internés dans le camp de la mort de Treblinka se sont révoltés en se livrant à une lutte désespérée contre leurs meurtriers ». La révolte avait eu lieu au début du mois d'août 1943 (n° 84, 15 janvier 1944, p. 4).

— IV —

CONCLUSION

Considérations préliminaires

Tout au long de cette étude, il semble que deux faits ressortent suffisamment clairement :

a) Le GPE [Gouvernement polonais en exil] disposait des sources d'information suffisantes pour connaître en détail ce qui se passait à Auschwitz ;

b) La *PFR* [*Polish Fortnightly Review*] principal organe de propagande en anglais du ministère de l'Intérieur du GPE, n'a pas mentionné, pour ainsi dire jusqu'à la fin de la guerre, en mai 1945, le fait qu'il se produisait à Auschwitz des meurtres de juifs ; en réalité, la *PFR* a largement donné des informations sur ce camp de concentration, mais nullement dans le sens d'une

(54) J. Buszko, *Auschwitz* p. 114-115.

liquidation de juifs qui se serait produite là-bas et, parallèlement, elle a fréquemment fait allusion à l'extermination de juifs mais sans jamais dire qu'elle avait lieu à Auschwitz.

La réalité est que la *PFR*, qui pouvait savoir — et savait sans aucun doute — ce qui se passait à Auschwitz, s'est, de 1942 à mai 1945, *abstenue* de toute référence à une extermination de juifs qui aurait été effectuée durant plus de trois années dans ce camp.

La phase suivante [de notre exposé] consiste à nous demander *pourquoi* la *PFR* n'a rien révélé sur ces meurtres alors que, selon toute évidence, elle aurait dû les connaître en détail.

Trois raisons, à notre avis, peuvent être avancées pour justifier — ou tenter de justifier — le silence de la *PFR*.

1° – *Le GPE savait ce qui se passait à Auschwitz, mais il n'a pas voulu diffuser l'information afin d'éviter que les souffrances des Polonais ne passent au second plan*

Cet argument a été avancé par le professeur israélien David Engel. Selon cet auteur, les Polonais détenaient une raison politique de poids pour ne pas appeler l'attention du monde sur l'extermination des juifs en Pologne : c'est qu'en faisant une large publicité sur ce qui se passait on aurait minimisé, par comparaison, les souffrances des Polonais, ce qui aurait pu leur attirer moins d'attention et de sympathie de la part de la communauté internationale. Si bien, dit Engel, que les nouvelles relatives à la « solution finale » étaient filtrées par le GPE, et diffusées en Occident, seulement quand ces nouvelles pouvaient exacerber la haine contre le régime nazi en général et, en même temps, si elles ne reléguent pas au second plan les souffrances du peuple polonais. En particulier, et pour ce qui concerne Auschwitz, les autorités polonaises pensaient que ce camp était le symbole des tribulations des Polonais eux-mêmes et que ce ne serait plus le cas s'ils diffusaient à travers le monde les informations sur l'anéantissement massif de juifs pratiqué là-bas⁽⁵⁵⁾.

Cet argument ne paraît pas convaincant pour diverses raisons. Tout d'abord, les nouvelles sur l'extermination des juifs en Pologne n'occupaient pas le second plan, ni dans la *PFR*, ni

(55) D. Engel, *In the Shadow of Auschwitz*, 177, 201-203.

dans les documents officiels du GPE (voy. annexe II). Au contraire, on voit clairement dans la *PFR* la prééminence qu'il donne aux nouvelles relatives à l'extermination des juifs par rapport à toutes les autres nouvelles, surtout dans la seconde moitié de 1942 (voy. p. 55-58). Dans ce sens, diverses déclarations officielles de membres du GPE publiées dans la *PFR* se sont davantage fait l'écho des atrocités commises contre les juifs que de celles commises contre les Polonais eux-mêmes. Voici quelques exemples :

a) Dans une conférence de presse tenue le 9 juillet 1942, S. Mikolajczyk, ministre de l'Intérieur, déclara : « Bien pire est la situation des juifs [...]. La faim, la mort et la maladie exterminent la population juive systématiquement et continuellement » (n° 48, 15 juillet 1942, p. 6) ;

b) Au cours de cette même conférence, le Dr. Schwarzbart, membre du Conseil national polonais, indiquait que le massacre organisé de juifs « dépasse les exemples les plus horribles de l'histoire de la barbarie » (n° 48, 15 juillet 1942, p. 7) ;

c) Le même Mikolajczyk, parlant au nom du GPE, fit savoir, le 27 novembre 1942 : « Les persécutions en cours aujourd'hui en Pologne de la minorité juive constituent cependant une page à part du martyrologe polonais. L'ordre d'Himmler, selon lequel l'année 1942 doit être celle de la liquidation d'au moins 50 % de la communauté juive polonaise, est en train d'être exécuté d'une manière absolument impitoyable et avec une barbarie encore jamais vue dans l'histoire du monde » (n° 57, 1^{er} décembre 1942, p. 7) ;

d) Enfin, une résolution du Conseil national polonais du 27 novembre 1942 appelle l'attention sur « les derniers crimes allemands, sans parallèle dans l'histoire de l'humanité, qui ont été perpétrés à l'encontre de la nation polonaise, et particulièrement à l'encontre de la population juive de Pologne » et, en conséquence, condamne « l'extermination de la nation polonaise et des autres nations, extermination dont l'expression la plus effroyable est fournie par les meurtres de masse des juifs de Pologne et ceux du reste de l'Europe assujettis à Hitler » (n° 57, 1^{er} décembre 1942, p. 8).

Par conséquent, si les informations sur les atrocités commises contre les juifs étaient passées au premier plan au moins durant la seconde moitié de 1942, il n'est pas logique que la *PFR*

n'ait même pas mentionné le nom d'Auschwitz, où l'on était censé commettre le plus d'atrocités contre les juifs.

En outre, à partir de la seconde moitié de 1942, le camp d'Auschwitz avait cessé d'être une sorte de symbole de la souffrance des Polonais, du moins si on se réfère à la *PFR*. De fait, à partir du 1^{er} juillet 1942, c'est à peine s'il n'y figure plus que quelques références à l'existence d'Auschwitz. Auschwitz, à ce moment-là, n'était le symbole de rien du tout. Ce camp avait pratiquement disparu des pages de la *PFR*, submergée précisément par l'avalanche des nouvelles relatives à l'extermination des juifs.

En revanche, les Polonais possédaient une raison politique de poids pour accorder un relief spécial à la propagande d'atrocités contre les juifs.

Les milieux polonais de l'exil souhaitaient, pour la raison qui va être exposée plus loin, un rapprochement avec le judaïsme mondial pour obtenir l'appui de cette considérable force internationale. En effet, après l'agression soviétique de la Pologne en septembre 1939, l'URSS avait annexé d'importantes portions du territoire polonais. Dès 1941, le GPE fonda sa stratégie à l'égard de l'URSS sur l'espoir que l'Angleterre et les États-Unis ne reconnaîtraient pas l'annexion soviétique de ces territoires. Mais le traité anglo-soviétique de 1942 déçut cette espérance. « Dans une situation pareille — comme le reconnaît le même D. Engel — les Polonais avaient plus besoin que jamais d'amis influents. Convaincus que les organisations juives jouaient un rôle crucial dans la formation de l'opinion des Anglais et des Américains, il fallait qu'ils continuent à essayer de mettre les juifs de leur côté, quels que fussent les efforts à déployer, et pratiquement à tout prix. Aussi la dernière moitié de 1942 fut-elle une période d'intensification des ouvertures de la Pologne en direction de la communauté juive d'Occident et de Palestine⁽⁵⁶⁾. »

En conséquence, si le GPE avait besoin de l'appui des juifs pratiquement à tout prix, il n'est pas logique qu'il ait passé sous silence les comptes rendus sur un massacre de juifs à Auschwitz. En revanche, la diffusion de cette nouvelle dans le contexte de la propagande d'atrocités contre la population juive aurait sans

(56) *Id.*, p. 147.

doute facilité le rapprochement du GPE avec les milieux juifs internationaux, dont il recherchait l'appui avec ferveur.

En outre, et sur un plan différent, le fait de passer sous silence Auschwitz était contraire à l'idée qu'avait depuis longtemps le GPE de bombarder ce camp de concentration.

En effet, dès janvier 1941, le GPE demanda au gouvernement britannique que la RAF bombarde Auschwitz.

La proposition fut repoussée, mais, comme le reconnaît aussi D. Engel, il n'y a pas de raison de supposer que, par la suite, les Polonais avaient abandonné l'idée que les activités du camp pouvaient être paralysées au moyen d'une action militaire de l'Occident. « Dans ce contexte, dit Engel, une sévère campagne lancée par les Polonais pour rendre public le sort particulièrement insigne des prisonniers juifs d'Auschwitz aurait très bien pu faire naître dans l'opinion publique occidentale assez de fureur pour obliger le gouvernement britannique à réviser son attitude [en faveur d'un bombardement d'Auschwitz] »⁽⁵⁷⁾.

En définitive, il n'est pas certain que l'extermination des juifs occupait le second plan dans la politique de propagande du GPE, puisqu'en réalité la *PFR* a amplement évoqué le sujet.

Il n'est pas certain non plus que le GPE ait considéré Auschwitz comme un symbole de la souffrance des Polonais qu'il fallait, dans sa propagande, faire passer avant les nouvelles sur l'extermination des juifs.

On a déjà vu, en revanche, qu'à partir de la seconde moitié de 1942 la *PFR* a pour ainsi dire oublié Auschwitz pour faire ressortir précisément les informations sur l'extermination des juifs.

Enfin, le GPE avait le plus grand intérêt politique à enfler la propagande d'atrocités commises contre les juifs. En conséquence, il aurait été logique que fût souligné le rôle joué par Auschwitz dans ces prétendues atrocités.

Compte tenu de tout ce que nous venons de voir, il faut conclure que cette première raison invoquée pour justifier le silence de la *PFR* n'est pas valable. La cause du silence de la *PFR* est donc à rechercher ailleurs.

(57) *Id.*, p. 209.

2° – *Les informations clandestines sur l'extermination des juifs à Auschwitz sont arrivées très tard à Londres, ce qui explique qu'elles furent publiées à la fin de la guerre*

C'est de cette manière qu'on tenterait d'expliquer le fait que la première annonce des tueries de juifs à Auschwitz ne paraisse que dans la *PFR* du 1^{er} mai 1945 (voy. annexe I)⁽⁵⁸⁾.

Cette justification signifierait simplement que les rapports sur l'anéantissement de juifs à Auschwitz, dont on raconte qu'il a commencé en 1942, n'auraient atteint Londres que trois années plus tard.

Cependant l'examen des données disponibles permet de réfuter facilement cette considération.

Ainsi, par exemple, un article donnant des informations détaillées sur Auschwitz en septembre 1940 fut publié par la *PFR* au mois de juin 1941 (n° 21, 1^{er} juin 1941, p. 6-7). Dans le même esprit, D. Engel a signalé que le premier rapport clandestin sur Auschwitz est sorti de Pologne le 30 janvier 1941 pour atteindre Londres le 18 mars de la même année⁽⁵⁹⁾.

Nous avons déjà vu plus haut (voy. p. 44-46) que les communications entre la Pologne et Londres étaient fluides. Elles étaient instantanées si les messages se transmettaient par radio et avaient quelques mois de retard si elles étaient envoyées au moyen de messagers. Pour ce qui est des messages radio, il existe un télégramme envoyé de Pologne par l'émetteur clandestin « Wanda 5 » le 4 mars 1943 qui contient des informations sur Auschwitz au 15 décembre 1942⁽⁶⁰⁾. Un autre télégramme, émis par l'émetteur clandestin « Kazia » le 7 juin 1943, contient des informations sur l'intérieur d'Auschwitz jusqu'au mois d'avril de la même année⁽⁶¹⁾. Ce sont, par conséquent, des preuves concluantes de ce que les nouvelles concernant Auschwitz étaient connues à Londres en l'espace de quelques mois.

(58) Ou à l'automne 1944, pour le cas où les numéros de cette période — dont je n'ai pu trouver trace — auraient donné des informations en ce sens.

(59) D. Engel, *In the Shadow of Auschwitz*, 305.

(60) Le texte de la traduction anglaise de ce message, effectuée à Londres, porte la date du 31 mars 1943 (Archives du SPP, 3.16).

(61) Le texte de la traduction anglaise de ce message, effectuée à Londres, porte la date du 10 juin 1943 (Archives du SPP, 3.16).

En conséquence, il n'est pas possible non plus d'accepter cette justification pour expliquer le silence de la *PFR*.

3° – *La PFR n'a pas donné d'informations sur l'extermination des juifs à Auschwitz simplement parce qu'une telle extermination n'a pas eu lieu*

Telle est la conclusion qu'il convient de tirer, à notre sens, de toutes les données recueillies. Résumons ces données :

a) Le GPE [Gouvernement polonais en exil] avait la possibilité de savoir, grâce à ses nombreux réseaux d'information, ce qui se passait à l'intérieur d'Auschwitz ; s'il s'était produit systématiquement dans ce camp une extermination physique des juifs, le GPE aurait sans doute été rapidement au courant ;

b) Dans la *PFR* [*Polish Fortnightly Review*] qui était son principal organe de propagande en anglais, le GPE n'a pas publié, avant la fin de la guerre, la moindre information selon laquelle il se serait produit à Auschwitz un grand massacre de juifs ; le silence de la *PFR* correspond au silence sur ce point d'une très importante déclaration officielle du GPE (voy. annexe II) ;

c) Le GPE, et, par voie de conséquence, la *PFR*, n'avaient aucune raison de passer sous silence les rapports sur les atrocités commises contre les juifs ; cet aspect constitue, au contraire, l'un des points centraux de leur propagande.

L'unique explication qui conviendrait alors pour justifier le silence de la *PFR* serait qu'il ne se produisait pas de meurtres de juifs à Auschwitz, du moins pas de manière suffisamment significative pour donner lieu à publication.

Cette conclusion est celle qui découle de l'application rigoureuse de l'argument *ex silentio* des historiens. Dans ce cas-là, un supposé historique est considéré comme non valable lorsqu'il n'est pas repris par les contemporains, à condition que soient réunies les deux circonstances suivantes :

a) Le fait que les auteurs contemporains aient pu et dû connaître l'événement en question ; et

b) Le fait qu'ils aient dû en parler⁽⁶²⁾.

(62) Z. Garcia Villadas, *Metodología y crítica histórica*, p. 319.

Ainsi, par exemple, on admet que le peuple franc ne tenait pas d'assemblées régulières puisque le principal chroniqueur de l'époque, Grégoire de Tours, ne les mentionnait pas et les aurait sans aucun doute mentionnées si elles avaient existé⁽⁶³⁾.

Les deux circonstances évoquées peuvent parfaitement s'appliquer à notre cas :

a) La *PFR* pouvait et devait savoir qu'on anéantissait massivement les juifs à Auschwitz ; et

b) Elle aurait dû rapporter le fait, puisque le sujet de l'extermination des juifs constituait l'un des points centraux de sa propagande.

Et si elle ne l'a pas raconté, alors qu'elle le devait, c'est qu'en toute probabilité ladite extermination massive de juifs ne s'est jamais produite. Telle est, en conséquence, l'unique explication satisfaisante du silence sur ce point de la *Polish Fortnightly Review*

ANNEXE I

Le n° 115 (1^{er} mai 1945) de la *Polish Fortnightly Review*

Dans ce numéro fut publiée pour la première fois une information concernant l'extermination de juifs à Auschwitz. Cette révélation eut lieu plus de trois mois après l'arrivée à Auschwitz des troupes soviétiques et à un moment où la guerre était pratiquement terminée (elle se termina officiellement en Europe le 8 mai). A cette époque il se développait une vaste campagne de propagande de niveau mondial sur les atrocités commises dans les camps de concentration allemands déjà occupés par les alliés (principalement Bergen-Belsen et Buchenwald) et, quelques mois plus tôt, en novembre 1944, le *War Refugee Board*— organisme officiel nord-américain chargé du secours et de l'assistance aux victimes de guerre — avait publié trois témoignages dans lesquels étaient décrits les massacres massifs de juifs pratiqués à Auschwitz⁽⁶⁴⁾.

(63) Ch.V. Langlois & Ch. Seignobos, *Introducción a los estudios históricos* p. 190.

(64) Ces témoignages sont connus sous le nom de « Protocoles d'Auschwitz ». On pourra se reporter à notre étude critique *Los « Protocolos de Auschwitz » : ¿una fuente histórica?* García Hispán, Alicante 1990 [La *R.H.R.* a, dans sa deuxième livraison (août-octobre 1990, p. 171-175) publié un compte rendu de cet ouvrage].

Le numéro 115 de la *PFR*, qui porte le titre générique de « Polish Women in German Concentration Camps » [Des Polonaises dans les camps de concentration allemands], est entièrement consacré à Auschwitz.

Il contient deux témoignages de détenues, une liste des femmes « gazées » et un bref rapport sur des expériences médicales.

1° – Premier témoignage : « An Eye-Witnesse's Account of the Women's Camp at Oswiecim-Brzezinka (Birkenau). Autumn, 1943, to Spring, 1944 » [Rapport sur le camp des femmes d'Oswiecim-Brzezinka (Birkenau) par un témoin oculaire. De l'automne 1943 au printemps 1944] (p. 1-6). Dans la note introductive, on indique brièvement qu'il s'agit du témoignage d'une femme, témoin oculaire, qui relate des faits qui se sont produits dans la seconde moitié de 1943 et au commencement de 1944. Dans la même note, on indique que le document est arrivé à Londres « par des chemins détournés » (p. 1).

Un bref examen du texte en question permet de conclure qu'il est dénué de valeur comme source historique et qu'il ne s'agit de rien d'autre que d'un produit de propagande.

En premier lieu, on passe sous silence tous les détails concernant sa provenance. On ignore qui l'a rédigé et quand, où et par quel moyen il est arrivé à Londres. Si la guerre était pratiquement terminée, qu'est-ce qui empêchait l'auteur du témoignage de révéler son nom et des détails personnels ? Par ailleurs, on n'indique pas non plus si cette personne fut libérée à Auschwitz, si elle s'évada ou si elle envoya clandestinement son rapport alors qu'elle était détenue. Cette absence de détails sur la provenance du document, alors qu'il n'y avait aucune raison à cela, le rend plus que suspect. Par ailleurs, l'auteur ne mentionne pas non plus de détails comme la date de son arrivée au camp et la fonction qu'elle y occupait.

Pour ce qui concerne la description de la vie dans le camp, le témoin raconte des événements difficiles à croire. Par exemple, elle dit qu'elle se trouvait au « Sauna » précisément quand il se produisit une sélection spéciale de détenues pour le bordel du camp, sélection au cours de laquelle elle assista à l'interprétation de chansons pornographiques (par une détenue ancienne chanteuse de cabaret) et à l'exécution d'une danse cosaque par une gitane. Les deux femmes étaient complètement nues (p. 4). De même, elle put aussi assister à une inspection à l'hôpital, au

cours de laquelle un médecin allemand, qui soulignait l'importance d'entretenir de bonnes conditions hygiéniques, examinait avec soin les parois pour voir s'il y avait de la poussière ou des toiles d'araignées, alors qu'il se montrait indifférent devant les tas de cadavres et le manque de médicaments et d'eau (p. 4).

Le témoin raconte également qu'elle a vu les fours crématoires, qui jamais ne cessaient de fonctionner et dont les cheminées laissaient s'échapper continuellement des flammes allant jusqu'à dix mètres de haut et de grands nuages de fumée (p. 5). L'activité incessante des crématoires était due à l'anéantissement des juifs. Chaque jour des trains arrivaient de toute l'Europe. Dix pour cent des passagers étaient internés dans le camp ; le reste allait directement à la chambre à gaz (qui est toujours citée au singulier). De même, elle dit avoir vu le procédé d'extermination de 4 000 enfants juifs du ghetto de Terezin dans la chambre à gaz. En réalité — selon le témoin — le gaz ne tuait pas mais assommait seulement car il était cher et que les Allemands désiraient l'économiser. En conséquence, les victimes se réveillaient dans le camion qui les transportait de la chambre à gaz au crématoire et elles étaient jetées vivantes dans le feu (p. 5-6).

L'auteur du témoignage, consciente sans doute des énormités qu'elle raconte, répète à plusieurs reprises que son rapport est rigoureusement véridique, qu'elle a vu tout cela personnellement et que, de plus, il ne s'agit que d'une petite partie de la réalité (p. 2 et 6).

En définitive, le premier document que publie la *PFR* sur l'extermination des juifs à Auschwitz est historiquement inacceptable.

2° - Deuxième témoignage : « Report Made by a Girl Fifteen Years Old » [Récit fait par une jeune fille de quinze ans] (p. 6-7). La note d'introduction indique qu'il s'agit du témoignage d'une jeune Polonaise sur son séjour au camp de femmes de Birkenau durant la seconde moitié de 1943 et le début de 1944 (p. 1). Comme dans le cas précédent, on ignore toutes les données relatives à la provenance du document. D'après la langue et le style de la rédaction, il ne semble pas écrit par une jeune fille de 15 ans.

Quant au contenu, le plus important à retenir est le fait qu'il n'existe dans ce récit pas la moindre référence à l'exter-

mination des juifs. Seul un passage fait allusion à la « chambre à gaz », où finissaient celles qui avaient été sélectionnées au moment de l'appel à cause de leurs mauvaises conditions physiques. Le reste du document surprend par son objectivité, compte tenu des circonstances et de l'époque de sa publication.

3° – Autres informations (p. 8).

Le numéro 115 contient également un récit concernant des femmes anéanties par gaz toxique à Birkenau en 1943 et fournit des données par mois, de février 1943 au 15 janvier 1944. Les victimes se répartissent en trois groupes : les Polonaises, les juives et les autres. Selon ces données, le nombre des victimes polonaises et « autres » est de beaucoup supérieur à celui des juives.

Enfin, on trouve une brève information sur les expériences médicales pratiquées sur des femmes au bloc 10 d'Auschwitz.

ANNEXE II

Un document officiel du gouvernement polonais en exil : « The Mass Extermination of Jews in German Occupied Poland » [L'extermination massive de juifs dans la Pologne occupée par les Allemands] (Archives du SPP, 2318)

Il s'agit d'un document officiel du ministère des Affaires extérieures du GPE publié à Londres en décembre 1942. Il contient divers textes et déclarations officiels du GPE émis entre le 27 novembre et le 17 décembre. Il réunit les « plus récents rapports » reçus de Pologne « au cours des dernières semaines » sur les « nouvelles méthodes de massacre en masse employées ces derniers mois » (p. 4-5). L'information qu'il contient sur l'extermination des juifs se prétend complète. On trouve d'abord une description chronologique des principales étapes de la politique allemande d'extermination. On signale que les premières mesures conduisant à la phase de l'extermination furent prises dès octobre 1940, au moment de l'établissement du ghetto de Varsovie (p. 5). A partir de la guerre germano-soviétique se produisirent de grands massacres de juifs, surtout dans les provinces de l'Est. A la mi-juillet 1942, après la seconde visite d'Himmler à Varsovie, fut donné le signal pour commencer le processus de liquidation, « dont l'horreur surpasse tout ce qu'on connaît dans les annales de l'histoire » (p. 6). A la fin juillet 1942 commença la déportation des habitants du ghetto de Varsovie vers les camps d'extermination (p. 8-9).

Le document énumère aussi les principaux lieux où s'effectuaient les massacres et décrit les méthodes d'extermination. Ainsi, les déportations du ghetto de Varsovie se faisaient en direction des camps d'extermination de « Tremblinka (*sic*), Belzec et Sobibor » avec des wagons de marchandise dont les sols étaient couverts de chaux vive et de chlore. A l'arrivée, les survivants étaient assassinés de diverses manières, « y compris par gaz poison et par électrocution », puis étaient enterrés (p. 8-9). A Chelm, on utilisait aussi des gaz toxiques (p. 6). Dans d'autres lieux, comme Wilno, Lwow, Rowne, Kowel, Tarnopol, Stanislawow, Stryj et Drohobycz, on fusillait (p. 6).

Le plus important est que ce document officiel, qui prétend fournir des informations exhaustives et très récentes sur l'extermination des juifs en Pologne, ne mentionne pas même une fois le nom d'Auschwitz. Il faut, en outre, tenir compte de ce que la publication de ce texte eut lieu en décembre 1942, quasiment une année après le début de la prétendue extermination des juifs à Auschwitz et six mois après que les massacres eurent acquis un caractère systématique par l'arrivée de grands convois de juifs en provenance de France, de Slovaquie, de Belgique et de Hollande.

Le document contient, de plus, une information de grand intérêt concernant la déportation en Pologne des juifs des autres pays. En effet, il parle de « plusieurs milliers de juifs que les autorités allemandes ont déportés en Pologne en provenance des pays occidentaux et d'Europe centrale et même du Reich allemand » (p. 4). Ces juifs venus de l'étranger ont été concentrés dans des ghettos (p. 15). Or, selon la thèse généralement admise aujourd'hui, une bonne partie de ces juifs échouèrent à Auschwitz. Par exemple, on affirme qu'à la date du 1^{er} décembre 1942 arrivèrent à ce camp de concentration 45 convois de juifs de France, 17 de Belgique, 27 de Hollande et 19 de Slovaquie⁽⁶⁵⁾. En fait, il est dit que tous les juifs de France et de Belgique déportés vers la Pologne en 1942 terminaient leur voyage à Auschwitz⁽⁶⁶⁾. De sorte que, si l'on estime une moyenne de mille personnes par convoi, environ 100 000 juifs de ces pays seraient arrivés à

(65) D. Czech, *Kalendarium der Ereignisse im*, p. 189-347.

(66) S. Klarsfeld, *Le Mémorial de la déportation des juifs de France* 13 de ma numérotation. S. Klarsfeld & M. Steinberg, *Mémorial de la déportation des juifs de Belgique* 22 de ma numérotation.

Auschwitz en 1942. De ce nombre — affirment les partisans de la thèse aujourd'hui en vogue — une petite partie fut considérée comme apte au travail et internée dans le camp et le reste fut envoyé sans autre formalité aux chambres à gaz.

Cependant, si le GPE savait que les juifs des pays occidentaux étaient déportés vers la Pologne, il devait sans doute savoir également qu'une bonne partie d'entre eux finissait à Auschwitz. Le silence du GPE est, par conséquent, très significatif et suggère une hypothèse bien différente : à savoir que beaucoup des juifs déportés en Pologne à partir de la France, de la Belgique, de la Hollande et de la Slovaquie durant 1942 n'arrivèrent jamais à Auschwitz. Le fait que, dans le document que nous commentons, on indique que ces juifs étaient concentrés dans des ghettos renforce cette hypothèse.